



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de la Somme
53 rue de la Vallée
80040 Amiens Cedex1

Amiens, le 14/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FAIVELEY TRANSPORT AMIENS

115 rue André Durouchez
Zone industrielle Nord
80000 Amiens

Références : 2025-E20095
Code AIOT : 0005101930

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2025 dans l'établissement FAIVELEY TRANSPORT AMIENS implanté 115 rue André Durouchez Zone industrielle Nord 80000 Amiens. L'inspection a été annoncée le 10/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FAIVELEY TRANSPORT AMIENS
- 115 rue André Durouchez Zone industrielle Nord 80000 Amiens
- Code AIOT : 0005101930
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SAS FAIVELEY TRANSPORT AMIENS exploite des installations classées relevant du régime de la déclaration avec contrôle périodique pour les rubriques n° 2564, n° 2563, n° 2910 et n° 2940 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et disposant de certificats d'antériorité en dates du 17 juillet 2017 et du 31 juillet 2019. Les installations classées sont autorisées par arrêté préfectoral du 12 août 1999 et encadrées également par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 22 décembre 2010 et du 28 mai 2015 relatifs à la gestion de la pollution des sols et la surveillance des eaux souterraines.

Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Dispositions techniques spécifiques piézomètres	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Eaux souterraines	AP Complémentaire du 28/05/2015, article 2	/	Sans objet
2	Surveillance des émissions des ICPE	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet
3	Implantation - Aménagement	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.13	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
4	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 1.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
5	Contrôle périodique de certaines installations	Code de l'environnement du 10/11/2011, article R512-57	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne respecte pas en totalité le point de contrôle n° 6 du présent rapport de visite d'inspection. L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter cette prescription.

Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est joint au présent rapport de visite d'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/05/2015, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance
Prescription contrôlée : La société Faiveley Transport Amiens est tenue de procéder à la surveillance de la nappe phréatique dans les conditions décrites ci-dessous. Au moins une campagne est menée annuellement, en période de basses eaux, et comporte un relevé piézométrique, un prélèvement et une analyse des paramètres suivants [...] Tous les cinq ans, la société Faiveley Transport Amiens remet à Madame la Préfet de la Somme un bilan des évolutions de la qualité des eaux et des éléments permettant d'apprécier la pertinence de la poursuite de l'atténuation naturelle contrôlée comme modalité de gestion de la pollution des eaux souterraines et l'opportunité de modifier et/ou de poursuivre la surveillance.
Constats : L'exploitant précise qu'il a communiqué par courrier à la Préfecture tous les rapports de surveillance annuelle des eaux souterraines depuis 2017. Il a été constaté la réalisation du bilan quadriennal (2020-2024) via le rapport (RFE2020.0101.C5.BQ.V01). L'exploitant respecte cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance des émissions des ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission des données de surveillance des eaux souterraines
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : Les déclarations annuelles de surveillance des eaux souterraines suivantes sont réalisées sur le portail GIDAF, à savoir 2018, 2020 et 2024. L'exploitant n'a pas déclaré sur le portail GIDAF les années 2017, 2019, 2021 et 2023.

Suite à la visite d'inspection, l'exploitant respecte cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Implantation - Aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.13
Thème(s) : Risques accidentels, Alimentation en combustible
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 23/09/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Dans les installations alimentées en combustibles gazeux, la coupure de l'alimentation de gaz est assurée par deux vannes automatiques (1) redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz (2) et un pressostat (3). Ces vannes assurent la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée. Ce dispositif vient s'ajouter au dispositif de coupure générale.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté deux vannes automatiques redondantes placées en série sur l'alimentation en gaz de l'installation de combustion et d'un asservissement sur les deux vannes avec au moins deux capteurs de détection de gaz et un pressostat.</p> <p>L'exploitant a transmis la fiche technique des aérothermes, et a justifié que chaque aérotherme dispose d'une détection automatique et d'une coupure de l'alimentation en gaz.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 1.3
Thème(s) : Situation administrative, Dossier installations classées
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 23/09/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p>

<p>[...]</p> <p>- un relevé du nombre d'heures d'exploitation par an de l'installation sur une période d'au moins six ans ;</p> <p>Les données transmises par l'exploitant, sur demande du préfet, en vue de l'application de l'article R. 515-116-1 du code de l'environnement, sont les suivantes :</p> <p>[...]</p> <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le responsable technique a développé un calcul qui a aboutit à 4320 heures maximum d'exploitation selon le fonctionnement du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Contrôle périodique de certaines installations

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/11/2011, article R512-57</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Disposition générales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - La périodicité du contrôle est de cinq ans maximum. Toutefois, cette périodicité est portée à dix ans maximum pour les installations dont le système de " management environnemental " a été certifié conforme à la norme internationale ISO 14001 par un organisme de certification accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi par la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation " ou " EA ").</p> <p>II. - Sont dispensées du contrôle prévu au I les installations exploitées par une organisation bénéficiant d'un enregistrement en application du règlement (CE) n° 1221/2009 du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (" EMAS "), sous réserve que la déclaration environnementale établie par cette organisation en application de ce règlement couvre la conformité des installations classées à la réglementation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a justifié qu'il a réalisé un contrôle périodique pour les rubriques n° 2563, n° 2564 et n° 2940 en date du 3 avril 2023. Les installations sont certifiées à la norme internationale ISO 14 001 par un organisme de certification accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC). L'exploitant respecte la prescription.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Dispositions techniques spécifiques piézomètres

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement des piézomètres</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Pour les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains qui sont conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance, il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. Cette margelle est de 3 m² au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel. [...]

Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité. [...]

Constats :

Le site dispose de quatre piézomètres (PZ37, PZ38, PZ39 et PZ40).

Les piézomètres ne disposent pas de margelles de 3 m² au minimum autour de chaque tête et 30 cm de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel. Ces dispositions visent à prévenir le risque d'infiltration directe vers la nappe d'eaux de ruissellement non-traitées ou d'effluents accidentels. Le piézomètre 40 ressort du sol à une quarantaine de centimètres avec un capot hors sol constaté fermé.

Les piézomètres 37, 38 et 39 disposent d'une bouche à clé au même niveau que le sol en enrobé. L'exploitant ne respecte pas la totalité de la prescription.

L'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription pour les piézomètres relatives aux margelles de 3 m² au minimum autour de chaque tête et 30 cm de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois